



JURIS⁺ CONSTIT

25 FICHES POUR RÉVISER
LE DROIT CONSTITUTIONNEL

25 FICHES
25 QUIZZ
25 CONSEILS
PRATIQUES

Rémi Raher

Enrick  Éditions

DU MÊME AUTEUR, CHEZ ENRICK B. ÉDITIONS :

Chronique d'un étudiant en droit, tome 1 : mes conseils pour obtenir votre L1 (en y prenant du plaisir)

Chronique d'un étudiant en droit, tome 2 : mes conseils pour réussir votre cursus (et trouver un emploi)

DANS LA COLLECTION « JURISCOACH » :

Juris' Constit : 25 fiches pour comprendre et réviser le droit constitutionnel

Juris' V^e : 25 fiches pour comprendre et réviser les institutions politiques de la V^e République

Juris' Personnes : 25 fiches pour comprendre et réviser le droit des personnes

Juris' Famille : 25 fiches pour comprendre et réviser le droit de la famille

Juris' Oblig : 25 fiches pour comprendre et réviser le droit des obligations

Juris' Stratif : 25 fiches pour comprendre et réviser le droit administratif

Juris' Pénal : 25 fiches pour comprendre et réviser le droit pénal

Juris' Travail : 25 fiches pour comprendre et réviser le droit du travail

Juris' Business : 25 fiches pour comprendre et réviser le droit des affaires

Juris' Fiscal : 25 fiches pour comprendre et réviser le droit fiscal

RÉMI RAHER

JURIS' CONSTIT'

25 fiches
pour comprendre et réviser
le droit constitutionnel

Enrick ·B·
— ÉDITIONS —

www.juriswin.com

© Enrick B. Editions, 2017, Paris

www.enrickb-editions.com

Tous droits réservés

Conception couverture : Marie Dortier

ISBN : 978-2-35644-215-4

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans l'autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie. Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est interdite sans l'autorisation de l'éditeur.

Sommaire

MODE D'EMPLOI	
COMMENT UTILISER CE LIVRE ?.....	15
FICHE N° 1. LA CONSTITUTION D'UN ÉTAT.....	17
Le territoire	17
La population.....	18
La puissance publique.....	18
FICHE N° 2. LE BLOC	
DE CONSTITUTIONNALITÉ.....	21
La Charte de l'environnement	21
Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.....	22
Les objectifs à valeur constitutionnelle.....	23
Les principes à valeur constitutionnelle.....	23
FICHE N° 3. LA COUTUME	
ET L'INTERPRÉTATION	27
Les contraintes constitutionnelles.....	27
L'interprétation.....	28
FICHE N° 4. LA HIÉRARCHIE DES NORMES.....	33
La hiérarchie des normes.....	33
Ce qu'il faut retenir	34

FICHE N° 5. LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....	37
La composition du Conseil constitutionnel.....	37
Le rôle du Conseil constitutionnel.....	38
La compétence juridictionnelle du Conseil constitutionnel.....	38
La compétence consultative du Conseil constitutionnel.....	39
FICHE N° 6. LE CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ.....	43
La question de la légitimité du contrôle.....	43
QPC : la question prioritaire de constitutionnalité	44
La Cour suprême et le contrôle de constitutionnalité aux USA.....	45
FICHE N° 7. LA SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT	49
L'État souverain.....	49
Une institution souveraine	49
L'exercice de la souveraineté	50
Le détenteur de la souveraineté.....	50
Les autres souverains.....	51
FICHE N° 8. SOUVERAINETÉ NATIONALE ET SOUVERAINETÉ POPULAIRE	55
La souveraineté populaire.....	55
La souveraineté nationale.....	56
L'application impossible d'une théorie artificielle	57
L'astuce constitutionnelle française de la V ^e République.....	57
FICHE N° 9. LA SÉPARATION DES POUVOIRS.....	61
La théorie classique de la séparation des pouvoirs.....	61
Séparation organique et séparation fonctionnelle.....	62

La conception française de la séparation des pouvoirs	62
De la séparation des pouvoirs à la collaboration des pouvoirs	63
La doctrine américaine : « <i>checks and balances</i> ».....	63
FICHE N° 10. LES RÉGIMES POLITIQUES	67
Le régime parlementaire	67
Le régime présidentiel.....	68
Les limites de la distinction duale	68
Le modèle français : un régime <i>sui generis</i>	69
FICHE N° 11. LE BICAMÉRALISME.....	73
La théorie du bicaméralisme	73
Le bicaméralisme selon Montesquieu.....	74
L'histoire du bicaméralisme en France	74
Le bicaméralisme sous la V ^e République.....	75
FICHE N° 12. LE MODÈLE BRITANNIQUE.....	79
La monarchie britannique : une exception politique ?	79
La popularité de la Couronne d'Angleterre	80
L'organisation du pouvoir exécutif	80
La réforme de la Chambre des Lords	81
FICHE N° 13. LA FONCTION EXÉCUTIVE	85
Plusieurs définitions de la fonction exécutive	85
Les organes de la fonction exécutive : système moniste et système dualiste	86
Les démembrements de la fonction exécutive.....	86
Liste non-exhaustive des autorités administratives indépendantes :.....	87

FICHE N° 14. LA FONCTION LÉGISLATIVE.....	91
L'importance et le contrôle de la fonction législative	91
Organe législatif unique et organe législatif complexe	92
Les assemblées parlementaires.....	92
Le peuple comme détenteur de la fonction législative	93
Le pouvoir exécutif : droit de veto ou initiative parlementaire	93
Le rôle du juge constitutionnel.....	93
FICHE N° 15. LA FONCTION JURIDICTIONNELLE....	97
Trancher des litiges et créer des normes.....	97
La théorie du pouvoir judiciaire	98
La garantie de l'indépendance judiciaire.....	98
CSM : le Conseil supérieur de la magistrature.....	99
FICHE N° 16. LE SUFFRAGE ET LES MODES DE SCRUTIN.....	103
Suffrage universel et suffrage censitaire.....	103
Le suffrage universel : une « tradition » tardive !....	103
Scrutin uninominal et scrutin de liste.....	104
Scrutin majoritaire et scrutin proportionnel.....	104
Une triangulaire à l'élection présidentielle ?.....	105
FICHE N° 17. LA THÉORIE DE LA REPRÉSENTATION.....	109
La représentation comme mandat collectif	109
La prohibition du mandat impératif.....	110
La représentation et la démocratie directe.....	110
FICHE N° 18. LE RÉFÉRENDUM.....	113
Article 89 : le référendum pour révision constitutionnelle	113

Article 11 : le référendum sur un projet de loi.....	113
Le champ du référendum	114
L'initiative du référendum	114
L'organisation du référendum	114
La proclamation des résultats.....	115
Bilan politique du référendum	115
FICHE N° 19. L'ÉTAT UNITAIRE ET L'ÉTAT FÉDÉRAL	119
Organisation et fonctionnement de l'État fédéral	119
Les trois règles de fonctionnement de l'État fédéral :	120
Organisation et fonctionnement de l'État unitaire décentralisé.....	120
Article 1, alinéa 1 ^{er} de la Constitution de la V ^e République.....	121
FICHE N° 20. LA DÉCONCENTRATION ET LA DÉCENTRALISATION	125
Le principe de subsidiarité.....	125
La déconcentration : une représentation de l'État.....	126
La décentralisation : une délégation de l'État.....	127
La décentralisation fonctionnelle.....	127
FICHE N° 21. LE CORPS ÉLECTORAL	131
Composition du corps électoral : nationalité, âge et droits civils	131
Article 3, alinéa 4 de la Constitution.....	132
Modalité de l'exercice du droit de vote.....	132
Élections municipales : une liste unique... ou presque !	133

FICHE N° 22. L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE	137
Les conditions de candidature	137
Le mode de scrutin et la campagne électorale	138
Le financement : plafond des dépenses et remboursement partiel.....	138
Le rôle du Conseil constitutionnel : résultat et contentieux.....	139
FICHE N° 23. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES	143
Les conditions de candidature	143
Le mode de scrutin et la campagne électorale	144
La réglementation des dépenses de campagne	145
Le contentieux électoral	145
FICHE N° 24. LA PROCÉDURE LÉGISLATIVE	149
Projet de loi ou proposition de loi ?	149
La procédure législative ordinaire	149
Le choix de la première assemblée.....	150
La navette parlementaire et la commission mixte paritaire	150
Les procédures législatives particulières.....	151
FICHE N° 25. LE STATUT DES PARTIS POLITIQUES	155
La liberté de création.....	155
Le financement public : l'importance des élections législatives.....	155
Le contrôle des financements publics.....	156
Financement privé : encouragé pour les particuliers, interdit pour les sociétés	157
TEST FINAL	
25 QUESTIONS POUR UNE ULTIME RÉVISION.....	161
ANNEXES & BONUS.....	167

MODE D'EMPLOI

Comment utiliser ce livre ?

Bonjour et bienvenue dans Juris'Constit !

Des manuels avec plein de pages et trop de choses à retenir, vous en avez déjà. Le but de ce livre est donc de faire les choses de façon différente, en vous proposant 25 fiches de révisions thématiques sur les grandes notions du droit constitutionnel : hiérarchie des normes, contrôle de constitutionnalité, souveraineté de l'État, bicaméralisme, modes de scrutin, référendum, fédéralisme...

Vous constaterez que chaque fiche est synthétique (le manuscrit de chacune d'elles tient sur deux pages A4 maximum) et qu'elle est suivie d'un *quizz* composé de trois questions à choix multiples, afin de vérifier que vous avez bien retenu les notions abordées. Vous pouvez donc dérouler le sommaire comme il vous est proposé, ou vous rendre directement à la thématique qui vous intéresse, voire qui vous pose problème en ce moment.

De plus, chaque fiche est complétée par un « conseil de *coach* » qui aborde les questions d'organisation, d'orientation, de révisions... et toutes sortes d'astuces pour faciliter votre cursus. Certaines idées vous plairont, d'autres peut-être pas, donc conservez ce qui peut vous aider et oubliez ce qui vous embête : l'important est de faire ce qui vous convient, pas ce qui vous pénalise !

Enfin, ce livre s'achève par un test de révisions finales, avec 25 questions ouvertes auxquelles vous devez répondre pour vous assurer d'avoir bien retenu le contenu. Si vous faites un « sans faute », vous êtes probablement dans les *starting-blocks* pour les examens. Mais si ce n'est pas le cas, il peut être utile de faire un retour en arrière pour combler vos lacunes...

Quoi qu'il en soit, je vous souhaite une bonne lecture et beaucoup de réussite dans vos projets.

Rémi Raher
www.juriswin.com

La Constitution d'un État

La Constitution d'un État est l'ensemble des règles relatives à l'organisation de cet État. Le droit constitutionnel vise donc à encadrer et organiser l'État moderne (l'idée de constitution n'existait pas avant le XVIII^e siècle)... ce qui implique de le définir.

D'un point de vue matériel, un État peut exister et se doter d'une constitution dès lors que trois conditions sont remplies : un territoire, une population, une puissance publique.

Le territoire

Cela semble évident : il ne peut y avoir d'État sans territoire, puisqu'une autorité publique ne peut s'exercer que sur un territoire précis. Pour autant, l'idée de donner des limites stables aux États est relativement récente : la notion de frontière n'apparaît qu'au XV^e siècle, grâce aux travaux cartographiques rendus possibles par le renouveau des mathématiques et de la géographie.

On peut relever que certains États ont été créés avant d'avoir des frontières définitives (comme la Pologne, après la Première Guerre mondiale), mais il s'agit d'exceptions... qui ne font que confirmer la règle. Cela ne peut d'ailleurs se produire que pour un État ancien, en voie de reconstitution et qui possédait déjà une base territoriale.

La population

Un État n'existe que s'il réunit un nombre limité d'êtres humains soumis à une autorité publique (excluant *de facto* tous les autres) : ces personnes constituent la population de l'État. Il est d'ailleurs fréquent que les êtres humains concernés ne possèdent pas de caractéristique commune, hormis le fait d'être soumis au même ordre juridique.

Au sein de la population, il peut exister de grandes différences linguistiques, ethniques, religieuses, économiques... C'est donc bien l'État qui rassemble cette population, car il ne peut fonctionner correctement que par un sentiment d'adhésion à ses propres valeurs.

La puissance publique

Une population donnée sur un territoire donné et respectant le même ordre juridique ne suffit pas à fonder un État : il faut que cette population soit soumise à une forme plus ou moins affirmée de pouvoir politique, que l'on appelle généralement la puissance publique, et qui peut recouvrir des formes variées, démocratiques ou autoritaires.

D'une façon ou d'une autre, cette puissance publique a besoin d'une légitimité, c'est-à-dire un ensemble de raisons qui justifient l'attribution du pouvoir à ceux qui l'exercent (et donc l'obligation de leur obéir). Cette légitimité connaît des sources variées : la croyance divine, le charisme, la force, l'élection...

– Quizz –

1 – Quels sont les trois éléments constitutifs d'un État ?

- A – Un territoire, une Constitution, une puissance publique
- B – Un territoire, une langue commune, une puissance publique
- C – Un territoire, une population, une puissance publique

2 – Quelles sont les différences admises au sein de la population d'un même État ?

- A – Les différences linguistiques
- B – Les différences ethniques
- C – Les différences religieuses

3 – Qu'est-ce que la puissance publique ?

- A – Un pouvoir politique qui fait respecter l'ordre public
- B – Un pouvoir politique qui fait respecter l'ordre juridique
- C – Un pouvoir public qui fait respecter l'ordre politique

Réponses : 1 = c, 2 = a, 3 = b

✪ CONSEIL DE COACH ✪

① Comment préparer les TD ?

Oui, nous sommes tous arrivés un jour en TD en n'ayant ab-so-lu-ment rien foutu. Ce n'est pas si grave, mais il ne faut pas que ça devienne la norme.

Le reste du temps, vous contenter de parcourir votre fascicule et de chercher un mot dans le dico ne sera pas suffisant, il faudra quand même mobiliser un peu vos connaissances autour des textes à étudier.

Essayez de lier les documents au cours magistral, par exemple en faisant le lien entre un auteur et un autre, entre un article et un autre, entre une jurisprudence et une autre... Le but est d'identifier l'ensemble des questions juridiques se rapportant au thème du jour.

Pourquoi faire ? Et bien, parce qu'en (vous) posant les bonnes questions, il sera facile d'obtenir les bonnes réponses !

Le bloc de constitutionnalité

La Constitution n'est pas le seul document ayant valeur constitutionnelle. Elle est une partie d'un ensemble plus vaste nommé « bloc de constitutionnalité » et qui regroupe à la fois des textes, des principes et des coutumes. Sous la V^e République, le bloc de constitutionnalité de l'État français est composé de :

- La Constitution de 1958
- Le préambule de la Constitution de 1946
- La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789
- La Charte de l'environnement (depuis le 1^{er} mars 2005)
- Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République
- Les objectifs de valeur constitutionnelle (liberté, égalité, fraternité...)
- Les principes à valeur constitutionnelle (qui sont vivement critiqués par la doctrine)

La Charte de l'environnement

Introduite dans le préambule de la Constitution de 1958 par la loi constitutionnelle du 1^{er} mars 2005, la Charte de l'environnement est essentiellement composée d'une dizaine d'articles déclaratoires. Par exemple, l'article 1^{er} précise que « chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé » et l'article 2 dispose que

« toute personne a le devoir de prendre part à la prévention et à l'amélioration de l'environnement ».

Le plus important, d'un point de vue opérationnel, est l'article 5, qui consacre le principe de précaution : « lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage. »

Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République

Ces principes sont énoncés dans le préambule de 1946, mais sans être énumérés précisément, ce qui a laissé une grande marge d'interprétation au Conseil constitutionnel, lequel a consacré différents principes : la liberté de la presse, la liberté d'association, la liberté d'enseignement et de conscience, la liberté syndicale, l'indépendance des professeurs d'université, le respect des droits de la défense...

Un principe fondamental reconnu par les lois de la République doit répondre à plusieurs conditions :

- Être tiré d'une législation républicaine intervenue avant l'entrée en vigueur du préambule de la Constitution de 1946.
- Ne pas avoir été démenti par une autre législation républicaine (nécessité de constance et de répétition).
- Revêtir un caractère fondamental, suffisamment général et non contingent.

Les objectifs à valeur constitutionnelle

Les objectifs à valeur constitutionnelle peuvent venir contrebalancer d'autres libertés protégées constitutionnellement. Il ne s'agit pas de censurer des dispositions législatives mais au contraire, de justifier des dérogations (limitées) à des principes constitutionnels.

Par exemple, la décision du 20 janvier 1981 sur la loi sur la sécurité et la liberté précise que « ce qui est nécessaire pour la sauvegarde des fins d'intérêt général ayant valeur constitutionnelle », comme le maintien de l'ordre public, doit être concilié avec la liberté individuelle et celle d'aller et de venir.

Les principes à valeur constitutionnelle

Il existe 5 principes à valeur constitutionnelle, identifiés par des décisions du Conseil constitutionnel mais sans référence à un texte particulier :

- La continuité de l'État et du service public (25 juillet 1979)
- La liberté d'entreprendre (16 janvier 1982)
- La protection de la dignité de la personne humaine (27 juillet 1994)
- Le respect de la vie privée (18 janvier 1995)
- La liberté contractuelle (10 juin 1998)

– Quizz –

1 – Qu'est-ce que le bloc de constitutionnalité ?

- A – Un ensemble d'objectifs à valeur constitutionnelle appuyés sur la Constitution
- B – Le bloc de marbre sur lequel sont gravés les textes constitutionnels
- C – Un ensemble de textes, de principes et de coutumes à valeur constitutionnelle

2 – De quand date la Constitution de la V^e République ?

- A – 1946
- B – 1958
- C – 1789

3 – Que sont les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ?

- A – Des principes à valeur constitutionnelle énoncés dans le préambule de 1946
- B – Liberté, égalité, fraternité
- C – La Déclaration des droits de l'homme et la Charte de l'environnement

Réponses : 1 = c, 2 = b, 3 = a

✦ CONSEIL DE COACH ✦

① Respectez votre rythme biologique

Souvent, le matin, l'esprit est reposé et prêt à en découdre. C'est donc le moment idéal pour attaquer une séance de révisions ou la rédaction d'une dissertation à rendre en TD.

Après le repas de midi, le coup de fatigue nous guette, à cause de la digestion. Dans ce cas, une solution : la micro-sieste. Pas plus de 20-30 minutes, sans quoi vous aurez du mal à émerger... Mais en respectant ce temps de repos nécessaire, vous serez d'attaque pour reprendre les hostilités tout l'après-midi.

Enfin, certains sont du soir et parviennent à se concentrer après minuit. La difficulté, c'est qu'il faudra quand même se lever le lendemain matin pour aller en cours ou en exams, donc il conviendra de dormir dans l'après-midi, quitte à diviser sa nuit en deux périodes de quatre heures.

Chacun doit trouver le rythme qui lui convient le mieux ! Mais gardez une chose en tête : seul le sommeil permet de récupérer son énergie cérébrale et de retenir les apprentissages sur le long terme.

À découvrir

Hakim DAMALLAH

LEXI FICHE

DROIT CONSTITUTIONNEL

L'organisation de l'État

2^e édition

Cette fiche a vocation à vous aider à appréhender le droit constitutionnel en vous permettant :

- ✓ d'acquérir les bases de cette discipline au fondement de l'organisation de notre société ;
- ✓ d'avoir une vision globale de la matière.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1- LE DROIT CONSTITUTIONNEL, DROIT DES INSTITUTIONS POLITIQUES

A. Le pouvoir exécutif
B. Le pouvoir législatif
C. Le Conseil constitutionnel

2- LE DROIT CONSTITUTIONNEL, DROIT DE LA CRÉATION DES NORMES JURIDIQUES

A. La création des normes constitutionnelles
B. La création des normes internationales
C. La création des normes législatives

3- LE DROIT CONSTITUTIONNEL, DROIT DES LIBERTÉS FONDAMENTALES

CLIN D'ŒIL

FICHE INTERACTIVE

Flasher pour découvrir toutes les évolutions législatives et jurisprudentielles
Code d'accès : Lexifiche2

www.lexifiche.com

L'auteur

Hakim DAMALLAH est docteur en droit public et membre de l'Institut Louis Favoreu (Groupe d'études et de recherche sur la justice constitutionnelle). Il a été, en outre, pendant plusieurs années, chargé de travaux dirigés à la faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence, puis chargé de conférences de méthode à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Il est actuellement avocat au Barreau de Marseille.

9 782316 136441 >

5,95 €

Lexifiche est une marque Erick & Éditions • Erick & Éditions 2016
Reproduction interdite ou partielle en tous médias. Tous droits réservés.
Achevé d'imprimer et déposé légal : 31 novembre 2015 • Diffusion CEDF • Distribution DILISCOO